Extrait du www.acdn.net

https://www.acdn.net/spip/spip.php?article419

Impressions de Bolivie

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : jeudi 7 août 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Pendant les Jeux Olympiques de Pékin, la Bolivie joue son avenir.

Nul besoin de partager toutes les vues de l'auteur, Michel Collon, sur l'éclatement de la Yougoslavie, pour admettre avec lui et d'autre observateurs que la partie qui se joue à La Paz le 10 août a des odeurs de pétrole et des ambiances de 11 septembre... 1974. La Paz risque-t-elle de devenir un nouveau Santiago, le président Evo (Morales) de subir le sort du président Salvador (Allende) ? Le spectacle aseptisé et l'anesthésiant olympique ne devraient pas nous empêcher de surveiller ce qui se passe ailleurs...

La Bolivie a bien changé. A La Paz, j'assiste à une grande réception donnée par l'ambassadeur de Cuba. Mojitos, buffet, danses, grosse ambiance. Où sommes-nous ? Dans la salle des fêtes de... l'armée bolivienne. Oui, celle qui a tué le Che.

La Bolivie a bien changé, mais tout le monde ne lui veut pas que du bien. Nous sommes venus nous en rendre compte sur place avec quelques intellectuels progressistes d'une quinzaine de pays : Frei Betto, Ernesto Cardenal, Ramsey Clark, François Houtart, Luis Britto Garcia, Pascual Serrano... Quelques journées de rencontres et d'échanges avec des intellectuels boliviens, des représentants des communautés indiennes, des artistes...

Le moment est tendu. La droite essaie de provoquer une scission des riches régions de l'Est. Pour déjouer la manoeuvre, le président Evo Morales, à mi-mandat, appelle à un référendum révocatoire, ce 10 août. Une sorte de vote de confiance. Il remet son mandat en jeu, mais aussi celui des préfets de départements appartenant à l'opposition. La droite tente de saboter le référendum et on craint des incidents...

Nous allons voir qui est derrière ces incidents, quel rôle jouent ici les Etats-Unis, et la CIA, et un ambassadeur vraiment curieux, et aussi l'Europe...

Un Bolivien sur quatre doit émigrer

Impressions fortes. Physiquement, d'abord. La Paz est à 3.600 mètres d'altitude. Son aéroport à 4.000 mètres. Arrivés dans la nuit, à court d'oxygène, nous sommes au bord de l'évanouissement. Très prévenants, les jeunes qui nous accueillent, nous font asseoir au calme, s'occupent de nos bagages et nous laissent récupérer notre souffle. Le premier jour sera consacré au repos, à l'acclimatation. Avec Luis, un ami vénézuélien, nous faisons un petit tour, à petits pas et de banc en banc, dans une des plus belles capitales du monde. Imaginez une immense cuvette, bordée par les grandioses montagnes Huayna Potosí (6.094 m) et Nevado Illimani (6.460 m), non loin du lac Titicaca, le plus haut lac navigable du monde. Ici, l'eau bout à 80°. Et toutes les rues sont en pente.

Ce qui frappe à La Paz, en hiver en tout cas, c'est la douceur du climat, ensoleillé et frais. Et la douceur des gens. Partout, on vous accueille avec gentillesse, avec une sorte de sérénité tranquille. Les Indiennes portent de lourds vêtements avec de superbes châles bariolés. Et de curieux petits chapeaux 'boule', noirs, bruns ou gris. Parfois, elles portent aussi des charges impressionnantes. Les Indiens représentent deux tiers de la population.

L'importance des communautés indiennes

Copyright © www.acdn.net

« Un Indien président ? L'oligarchie blanche, raciste, ne l'accepte toujours pas », nous confie Evo. En fait, j'ai commencé à comprendre toute la richesse de cet héritage indien en visitant avec des amis boliviens Tiwanaku, la capitale d'un ancien empire Inca, entre 1600 et 1200 avant notre ère...

Nous sommes sur le très haut plateau de l'Altiplano, bordé de montagnes. Ici, les Indiens vivent, dans des conditions difficiles, d'agriculture et d'élevage. Pas un nuage dans le ciel, un air incroyablement pur, on sent encore le froid de la nuit.

Tiwanaku fut une ville immense, les fouilles commencent à peine. Une centaine d'Indiens de la région sont occupés à restaurer le temple, une énorme pyramide en terrasses. C'était une civilisation très avancée qui construisait ses bâtiments en s'appuyant sur une connaissance poussée de l'astronomie. Elle avait créé une industrie métallurgique et textile. Elle cultivait plus de deux cents sortes différentes de maïs et quatre cents sortes de patates. Dont une espèce qui pouvait se congeler et rester comestible dix ans. Le système d'irrigation était très perfectionné avec une inclinaison très précise pour que les pierres réchauffent l'eau et l'empêchent de geler. Système si perfectionné qu'aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture va le réutiliser pour développer l'agriculture en terrasses. L'eau est rare ici, un trésor.
Un vieil Indien opère avec notre petit groupe une cérémonie rituelle, une sorte de sacrifice de petits objets symboliques, pour célébrer l'union avec le Cosmos et rassembler les souhaits que nous formons. Emotion.
Il ne s'agit pas ici de glorifier le passé pour le passé, mais d'en préserver la mémoire et les valeurs pour les intégrer à la nouvelle société. Un journaliste bolivien nous explique l'importance que prend ici la communauté : « C'est un élément fort de la Bolivie. Tenez, selon les statistiques internationales, le paysan bolivien a un revenu moyen de cinquante dollars par an. Autant dire qu'il est mort ! Sauf si on comprend que l'économie communautaire est la base de notre vie ici. »

Bref, un héritage précieux qu'on ne peut pas perdre.

Le sort des Boliviens quand ils émigrent...

Impressions fortes aussi sur les réalités sociales de ce pays. A La Paz, les classes hautes vivent dans le bas de la ville, à 3.000 mètres, où on respire plus facilement. Les basses classes, par contre, à El Alto (pas besoin de traduire) : 4.000 mètres. Petits commerces, petits artisanats, un peu d'élevage dans les hauts plateaux... La vie est dure.

Deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine, la Bolivie a vu émigrer un sur quatre de ses enfants. Pourquoi ? Pendant des siècles, cette terre a été colonisée par l'Espagne. Et tous les bénéfices de ses richesses minières, extraites au prix d'un travail meurtrier dans un quasi-esclavage, ont été emportés en Europe. Pendant des décennies, son gaz et son pétrole ont profité à une poignée de riches, mais surtout à quelques multinationales, européennes notamment. Le Nord a bien saigné le Sud. Ne laissant sur place que la misère.

Et les conflits. Evo Morales, président depuis deux ans et demi, n'est pas tombé du ciel, il est le fruit de longues années de résistances ouvrières et paysannes. Les communautés indiennes ont toujours été exploitées, exclues, méprisées par une élite blanche et raciste, liée aux Etats-Unis et à l'Europe.

Voilà d'où viennent la pauvreté et le sous-développement. Mais quand les Boliviens, pour survivre, vont faire les ménages en Europe, celle-ci les traite comme des criminels et les emprisonne. Même des enfants ! Evo Morales a courageusement dénoncé la récente 'Directive de la Honte' qui permettra à tous les pays européens d'emprisonner jusqu'à dix-huit mois les délinquants, pardon : les immigrés.

Justement, avant de partir, je venais de rencontrer à Bruxelles des travailleurs immigrés, notamment latinos. En lutte

Copyright © www.acdn.net

depuis des mois pour obtenir des papiers, c'est-à-dire leurs droits, leur dignité. Face à des ministres complètement sourds, ils ont été obligés de mettre leurs vies en danger : grève de la faim, escalade de grues... Appréciant beaucoup la lettre d'Evo à l'U.E. ils m'ont chargé de remettre un petit message de gratitude au président bolivien. Je le lui ai remis. Sourire sur sa figure.

En fait, quand on voit ici la pauvreté, les salaires dérisoires, le manque d'industrie, on comprend pourquoi tant de Boliviens doivent émigrer. Mais, en allant plus loin, on comprend aussi que l'Europe est une sale hypocrite qui porte une lourde responsabilité dans cette émigration. Nous allons y revenir...

Qu'a réalisé Evo ?

Mais voyons d'abord ce qu'a réalisé Evo en deux ans et demi... Il a nationalisé le pétrole et le gaz. Vous voulez savoir pourquoi, dans nos médias, on dit du bien du président colombien Uribe et du mal d'Evo Morales ? Très simple. Le premier a fait passer les taxes sur les multinationales de 14% à... 0,4%. Pour faciliter l'installation de ces multinationales, ses paramilitaires ont chassé de leurs terres quatre millions de paysans. Le second a osé rendre à la nation bolivienne les richesses qui lui appartenaient afin de combattre la pauvreté.
En nationalisant les hydrocarbures, Evo a multiplié par cinq les revenus de l'Etat et s'est donné les moyens de soulager les maux les plus urgents : analphabétisme en baisse de 80%, retour à l'école d'une partie des enfants travaillant dans la rue, création d'écoles dans les langues indiennes aymara et quechua (vingt mille diplômés), soins de santé gratuits déjà pour la moitié des Boliviens, pension Dignidad pour les plus de 60 ans, crédit à zéro pour-cent pour des produits comme le maïs, le blé, le soja et le riz. Grâce à l'aide du Venezuela, six mille ordinateurs ont été offerts, surtout à des écoles. Grâce à l'aide de Cuba, deux cent soixante mille personnes ont été opérées des yeux. Ailleurs en Amérique latine, elles seraient condamnées à être aveugles, car pauvres.

En outre, les investissements publics ont fortement augmenté pour développer l'économie. La Bolivie a comblé son déficit fiscal, remboursé la moitié de sa dette extérieure (de 5 à 2,2 milliards de dollars), reconstitué une petite réserve financière, multiplié par quatre l'emploi dans les mines et la métallurgie, doublé la production et les revenus de ces industries. Le PIB industriel est passé de 4,1 à 7,1 milliards de dollars en trois ans. Mille tracteurs ont été distribués à des paysans. De nouvelles routes ont été construites.
Bref, la Bolivie avance. Pas assez vite, disent certains pour qui Evo n'y va pas assez fort contre la droite et les grands propriétaires. C'est un débat à mener entre ceux qui vivent sur place et peuvent apprécier la situation, ses possibilités, ses dangers. En sachant qu'il ne suffit pas de dire « Y a qu'à » pour sortir un pays de la pauvreté et de la dépendance. En sachant qu'il faut tenir compte du rapport de forces avec la droite qui s'agite beaucoup et sabote. En tenant compte de l'armée (Tous ses chefs seront-ils loyaux jusqu'au bout ?).

Autre facteur négatif : « La Justice demeure totalement corrompue », m'a confié... le plus haut magistrat de La Paz. « C'est une vieille caste qui se protège et protège les intérêts des riches. C'est un véritable business. Pourtant, nous avons menacé de révocation immédiate tout juge qui sera pris en flagrant délit. Mais c'est un combat difficile. »

Et justement, quand je me trouvais là, la Justice venait fameusement en aide à la droite en essayant d'empêcher par une bataille juridique la tenue du référendum. Mais il y a danger bien plus grand que la Justice...

Derrière la droite, les Etats-Unis préparent une guerre civile

C'est le nouveau truc des Etats-Unis. S'avérant incapable de gagner une guerre d'occupation, Washington recourt à la guerre indirecte, la guerre par intermédiaires. Actuellement, la stratégie de Washington est d'essayer de provoquer une guerre civile en Bolivie. Pour cela, les provinces contrôlées par la droite et qui contiennent les grandes propriétés agricoles liées aux multinationales ainsi que la majorité des réserves de gaz et de pétrole, ces provinces

Copyright © www.acdn.net

multiplient les provocations pour préparer une sécession.

Ayant personnellement étudié l'action secrète des grandes puissances pour faire éclater la Yougoslavie, j'ai tenu à attirer l'attention des Boliviens, lors de quelques interviews : aujourd'hui, Washington risque de transformer leur pays en une nouvelle Yougoslavie.

Voici les ingrédients de son action : 1. Des investissements massifs de la CIA. 2. Un ambassadeur spécialisé dans la déstabilisation. 3. Des fascistes expérimentés. Avec ces ingrédients, vous pouvez préparer un coup d'Etat ou une guerre civile. Ou les deux.

Premier ingrédient. Comme au Venezuela, la CIA investit beaucoup en Bolivie. A travers ses paravents habituels : USAID, National Endowment for Democracy, Institut Républicain International, etc. Les organisations de la droite séparatiste sont abondamment subventionnées. L'USAID a, par exemple, financé Juan Carlos Orenda, conseiller du Comité civique de Santa Cruz d'extrême droite et auteur d'un plan prévoyant la sécession de cette province.

Mais aussi des organisations plus discrètes chargées de semer la confusion et de préparer une propagande anti-Evo. A l'université San Simon de Cochamba, la Fondation du Millénaire a reçu 155.000 dollars pour critiquer la nationalisation du gaz et défendre le néolibéralisme. Treize jeunes dirigeants boliviens de droite ont été invités à des formations à Washington : 110.000 dollars. Dans les quartiers populaires d'El Alto, USAID lance des programmes pour « réduire les tensions dans les zones sujettes à conflits sociaux ». Lisez : discréditer la gauche.

En tout, des millions de dollars ont été versés à toutes sortes d'organisations, des groupes étudiants, des journalistes, des politiciens, des magistrats, des intellectuels, des hommes d'affaires. Le parti populaire espagnol, autour de José Maria Aznar, participe aux manoeuvres.

Deuxième ingrédient. D'où vient Philip Goldberg, l'actuel ambassadeur des Etats-Unis en Bolivie ? De Yougoslavie. Où il a accumulé une riche expérience sur la manière de faire éclater un pays. De 94 à 94, il a travaillé en Bosnie pour l'ambassadeur Richard Holbrooke, un des stratèges de la désintégration. Puis, il a fomenté les troubles au Kosovo et la scission entre Serbie et Monténégro. Un expert, on vous dit.

Et pas inactif. Comme le raconte le journaliste argentin Roberto Bardini : « Le 28 juin 2007, une citoyenne américaine de vingt ans, Donna Thi, de Miami, a été détenue à l'aéroport de La Paz pour avoir tenté d'introduire dans le pays cinq cents balles de calibre 45 qu'elle avait déclarées aux douanes comme du 'fromage'. Au terminal, l'attendait la femme du colonel James Campbell, le chef de la mission militaire de l'ambassade US en Bolivie. L'ambassadeur US Philip Goldberg est intervenu immédiatement pour obtenir qu'on la relâche en disant qu'il ne s'agissait que d'une 'innocente erreur'. Les munitions, a-t-il déclaré, ne devaient servir qu'au sport et au spectacle. En mars 2006, un autre citoyen US, Triston Jay Amero, alias Lestat Claudius, un Californien de 25 ans, porteur de quinze documents d'identité différents, a fait exploser trois cents kilos de dynamite dans deux hôtels de La Paz. »

Pourquoi a-t-on exporté Goldberg des Balkans à la Bolivie ? Pour transformer, j'en suis sûr, ce pays en une nouvelle Yougoslavie. Le séparatisme est une méthode privilégiée par les Etats-Unis pour reprendre le contrôle de richesses naturelles ou de régions stratégiques lorsque des gouvernements se montrent trop indépendants, trop résistants aux multinationales.

Troisième ingrédient. Des fascistes expérimentés. En Bolivie, Goldberg a ouvertement soutenu et collaboré avec des hommes d'affaires croates à la tête de la sécession. Particulièrement, Branko Marinkovic, membre de la Fédération des entrepreneurs libres de Santa Cruz (province sécessionniste). Très grand propriétaire de terres, Marinkovic tire aussi les ficelles de Transporte de Hidrocarbures Transredes (qui travaille pour Shell). Il gère les six mille kilomètres

Copyright © www.acdn.net

de pipelines de gaz et de pétrole qui mènent au Chili, au Brésil et en Argentine.
Et quand ces gens sont-ils venus de Croatie ? Il faut rappeler que, durant la Seconde Guerre mondiale, Hitler a installé une Grande Croatie fasciste où ses collaborateurs, les Oustachis, ont mis sur pied des camps d'extermination (y compris un spécialement pour enfants !), perpétrant un génocide épouvantable contre les Serbes, les juifs et les tziganes. Après leur défaite, l'Eglise croate et le Vatican ont organisé, les Ratlines, filières d'évasion des criminels fascistes croates (et de Klaus Barbie). De la Croatie à l'Autriche, puis à Rome. Et de là vers l'Argentine, la Bolivie ou les Etats-Unis.

Quand on sait que Franjo Tudjman et les dirigeants de la 'nouvelle' Croatie née en 1991 ont réhabilité les anciens criminels croates de la Seconde Guerre mondiale, on aimerait savoir si Monsieur Marinkovic renie tout ce passé ou bien si, tout simplement, il emploie les mêmes méthodes là où il se trouve à présent. Quant aux Etats-Unis, on sait qu'ils ont récupéré et recyclé quantité de criminels et d'espions nazis de la Seconde Guerre mondiale. Les réseaux, ça sert toujours.

Ce qui se cache derrière le séparatisme

Voilà, tous les ingrédients sont prêts pour faire exploser la Bolivie... Les dollars de la CIA, plus des experts dans la provocation de guerres civiles, plus des fascistes recyclés en businessmen. Une guerre civile qui servirait bien les intérêts des multinationales, mais que l'opinion internationale doit absolument empêcher. Les Boliviens ont le droit de décider eux-mêmes de leur sort. Sans la CIA.
Car une sécession ne profiterait qu'à l'élite. L'écrivain brésilien Emir Sader vient d'écrire très justement : « Aujourd'hui, une des modalités qui renferme le racisme, c'est le séparatisme, les tentatives de délimiter les territoires de la race blanche, en s'appropriant et privatisant les richesses qui appartiennent à la nation et à son peuple. Nous connaissions déjà ces intentions sous la forme des quartiers riches qui cherchaient à se définir en tant que municipalités, afin que la part des impôts prélevée obligatoirement de leurs immenses richesses, reste dans leur escarcelle pour augmenter les bénéfices de leurs quartiers retranchés, derrière lesquels ils cherchaient à isoler et défendre avec une sécurité privée, évidemment, leurs styles de vie privilégiés ». (...) Le référendum séparatiste est une expression oligarchique, raciste et économique car ils veulent garder l'usufruit des richesses de Santa Cruz pour leur propre bénéfice et parce que les oligarques veulent, en plus, empêcher que le gouvernement d'Evo Morales poursuive son processus de réforme agraire et qu'il l'étende à tout le pays. »

Cette autonomie-là, en effet, ça veut dire que les Blancs riches qui ont contrôlé la Bolivie depuis toujours, refusent d'être gouvernés par la majorité, non blanche, de l'Ouest. Quand on parle d'autonomie, Evo Morales répond : « Parlons d'autonomie, non pas pour l'oligarchie, mais pour les peuples avec qui nous luttons. Ces groupes séparatistes qui viennent de perdre leurs privilèges, ont été depuis longtemps dans le Palais, ils ont gouverné et ont permis que l'on pille notre pays, nos ressources naturelles, y compris les ressources de base, de même que la privatisation de nos entreprises, et maintenant ils envisagent de nouveau ce système qui démontre son véritable intérêt : le contrôle économique ».

Mais il n'y a pas que les Etats-Unis qui s'acharnent sur la Bolivie...

L'hypocrisie de l'Europe

Qui donc l'a causée, « toute la misère du monde » ?
Pourchassant les sans-papiers, l'Europe glisse dans un soupir de dame patronnesse : « Nous ne pouvons quand même pas accueillir toute la misère du monde ». Ah, bon ? Mais, en réalité, cette misère, c'est vous qui l'avez créée ! Vos Charles-Quint, vos Louis XIV, vos Elisabeth I et vos Léopold II ont allègrement massacré les 'sauvages' pour voler leurs richesses ! Le décollage économique du capitalisme européen s'est construit sur ce pillage. Et jusqu'à aujourd'hui, vos sociétés minières, agricoles et autres n'ont cessé de piller les matières premières sans les payer,

Copyright © www.acdn.net

n'ont cessé de dominer et déformer les économies locales et de bloquer leur développement ! N'est-ce pas vous qui avez une Dette à rembourser au Sud ?

Serait-ce du passé ? Dans les médias, les responsables européens aiment à raconter qu'aujourd'hui, ils ne veulent que du bien à l'Amérique latine et au tiers monde...
« Totalement faux », me confie avec indignation Pablo Solon qui représente la Bolivie dans les négociations commerciales entre l'Amérique latine et l'U.E : « La Bolivie l'a exprimé à l'U.E. Avant les négociations, nous avions dit que nous ne négocierions pas un traité style Libre Commerce. Et nous avions communiqué nos points de divergence sur les services, les investissements, la propriété intellectuelle et les biens publics. La Commission nous a promis qu'on discuterait ces points dans la négociation. Qu'à la différence des 'autres', on ne nous imposerait pas un format unique. Mais, lorsque nous nous sommes réunis avec Peter Mandelson, commissaire européen pour le Commerce, il nous a dit de façon catégorique et impérative : 'Ceci est un Traité de Libre Commerce. Ou bien vous l'acceptez, ou bien vous êtes hors des négociations.'. J'ai répondu personnellement que nous n'allions pas nous exclure et que nous allions défendre nos points de vue jusqu'au bout. Car la Bolivie a beaucoup d'industries qu'elle doit défendre : acier, plastique, papier, qui ont besoin de mécanismes de protection tout comme ce fut les cas pour les industries naissantes européennes à l'époque.

Effectivement, l'Europe se montre hyper-dominatrice et arrogante. Elle prétend imposer à toute l'Amérique latine et aux Caraïbes l'arrêt des subventions qui aident à développer les produits locaux, la suppression des droits de douanes aux importations (mais elle refuse de faire de même chez elle !), la clause de l'entreprise la plus favorisée pour ses multinationales, la suppression de toutes limites pour les exportations européennes (refusant l'inverse), le transfert sans limites de la main d'oeuvre européenne qualifiée, la modification de toutes les lois protégeant les économies locales.

Et en plus, elle veut imposer la privatisation de tous les services, biens et entreprises des Etats. Alors qu'en 2000 déjà, sur les cinq cents plus grandes entreprises d'Amérique latine et des Caraïbes, 46 % appartenaient déjà à des entreprises étrangères.

Et en plus, l'U.E. prétend imposer des brevets sur le vivant (la Bolivie a une biodiversité très riche convoitée par les multinationales chimiques et pharmaceutiques). Mais le vivant, et l'eau aussi, ne sont-ils pas des biens essentiels à la survie, un patrimoine qui doit rester à ceux qui l'ont toujours protégé et utilisé à bon escient ?

En définitive, l'U.E. veut imposer des traités tout à fait déséquilibrés qui tueront les entreprises boliviennes. Tout ce qu'elle cherche, c'est que les entreprises européennes puissent envahir librement les marchés. Donc ruiner ces pays. Donc provoquer de l'émigration. Un système absurde, non ?

Qui 'choisit' l'immigration et pourquoi ?

J'ai écrit que l'Europe chassait les émigrés latinos. Ce n'est pas exact. Elle ne les traite pas tous de la même façon.

D'un côté, le patronat européen importe les meilleurs cerveaux du tiers-monde, et aussi des techniciens très qualifiés. Sous - payés pour grossir les bénéfices des sociétés. C'est ce que Sarkozy et d'autres appellent 'immigration choisie'. Le maître sélectionne ceux qui auront la chance de travailler pour lui. Mais ce vol des cerveaux prive le tiers-monde des gens qu'il a formés (à grand coût) et qui seraient nécessaires à son développement. Une nouvelle forme de pillage.

De l'autre côté, l'Europe accueille aussi une partie des non qualifiés. En les laissant sans papiers, donc sans droits, elle les oblige à vivre dans la peur, à accepter des salaires et des conditions de travail qui constituent un recul social.

Copyright © www.acdn.net

Bon moyen de diviser et de faire pression sur les autres travailleurs. Voilà comment se fabrique la 'compétitivité' de cette vertueuse Europe. La façon de traiter les sans-papiers n'est pas une bavure, elle est un rouage essentiel d'un système économique égoïste.

Résumons. L'Europe a volé l'Amérique latine. L'Europe continue à voler l'Amérique latine. Elle l'empêche de nourrir ses enfants. Mais quand ceux-ci sont forcés d'émigrer, elle les emprisonne. Ensuite, elle donne des leçons de démocratie et de moralité au monde entier.

Le temps est venu

Je n'ai pu rester longtemps en Bolivie, mais ce peuple m'a profondément impressionné. Je me rappelle ces milliers de manifestants qui descendaient, ce dimanche-là, vers le centre de La Paz, dans leurs minibus, leurs autos ou leurs taxis bondés, Indiens et Blancs, du plus clair au plus foncé...

Avec un calme étonnant, bien moins de bruit que dans n'importe quelle manif du monde. Avec une détermination simple et noble. Et dans leurs yeux, une évidence : le temps est venu de mettre fin à des siècles d'humiliations, le temps est venu de la dignité pour tous, le temps est venu de faire disparaître la misère.

Et je repensais à ces amis sans-papiers de Bruxelles, manifestant eux aussi pour leur avenir et pour leur dignité. Le problème est évidemment le même, à Bruxelles et à La Paz : à qui doivent servir les richesses d'un pays ? Et si ce problème ne se résout pas à La Paz, des millions de sans-papiers continueront à frapper aux portes de l'Europe.

Et demain ?

Comment cela évoluera-t-il ? Pour le 10 août, un institut de sondage pro-US annonce une victoire d'Evo par 60%. Comme la plupart de mes interlocuteurs à La Paz. Certains craignaient, par contre, l'influence du problème de l'inflation et du renchérissement de la vie. D'autres craignent que la droite lance des provocations violentes pour empêcher le référendum.

Quoi qu'il en soit, le référendum ne résoudra rien, ni dans un sens, ni dans l'autre. Evo Morales sera toujours devant le même problème : le gouvernement est à gauche, mais ne contrôle pas l'économie du pays, ni les médias (aux mains des gros propriétaires et de la multinationale espagnole Prisa), ni les universités, ni l'Eglise qui est aux côtés des riches, comme d'habitude dans ce continent. On ne peut pas tout faire en deux ans et demi. Mais, pour avancer, Evo devra réussir à mobiliser plus avant les masses populaires. Sa seule force.

De toute façon, après le référendum, la question restera la même : les richesses du pays doivent-elles servir à enrichir les riches et les multinationales ou bien à développer le pays et à vaincre la pauvreté ?
Pour trancher cette question à leur avantage, les Etats-Unis sont prêts à tout. Et le mouvement progressiste international ? Comment réagira-t-il contre la désinformation et la préparation d'une guerre civile ?
La réponse dépend de nous tous.

Michel Collon

La Paz - Bruxelles, Août 2008

Copyright © www.acdn.net